L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 12 AOUT 1886.

Naturalisation.

Un ami nous adresse de Paris le document ci-après, que nous nous empressons de publier en entier, parce qu'il traite d'un sujet important, de retour fréquent, et d'un intérêt réel pour nombre de nos lecteurs français, naturalisés américains.

L'incident, dont parle la lettre suivante, s'est soulevé pendant la récente absence de l'honorable McLane, Ministre des Etats-Unis à Paris. C'était donc au premier secrétaire de la Légation, à notre éminent ami et compatriote, M. Henry Vignaud, Chargé d'affaires durant l'intérim, qu'incombait le devoir de faire connaître au réclamant, dont nous taisons le nom intentionnellement, la législation qui régit l'action fédérale dans l'espèce.

Nous recommandons la lecture attentive de cette lettre; elle tranche avec beaucoup de clarté une question souvent soulevée.

Paris, le 24 août 1886.

Monsieur ***,

Bordeaux.

Monsieur,

Au cours du mois de janvier dernier, vous avez demandé à cette Légation de vous délivrer un passeport. A l'appui de cette demande vous avez déclaré que vous êtes né à Bordeaux en septembre 1865, d'un père qui, lui-même, y est né, mais qui était devenu Américain lors de votre naissance; et vous avez produit l'acte de naturalisation de M. ***, père justifiant votre assertion. Des explications fournies à l'appui de votre demande il résulte que vous n'êtes jamais allé aux Etats-Unis, mais que vous vous proposez de vous y établir plus tard, et que vous avez souscrit au serment d'allégeance que les Etats-Unis ont le droit d'exiger des citoyens américains. Il a été aussi expliqué que votre objet est de vous mettre en position de satisfaire à la loi française du 16 décembre 1874 qui oblige tout individu né en France d'un père né lui-même en France, à justifier de sa nationalité étrangère dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, s'il prétend se soustraire aux obligations incombant aux français.

Votre demande soulevant quelques objections je vous informai qu'elle serait soumise au Secrétaire d'Etat; elle l'a été et je viens aujourd'hui vous faire connaître sa décision, qui est contenue dans une dépêche en date du 2 juillet, adressée au soussigné comme Chargé d'affaires ad interim.

M. Bayard reconnaît parfaitement que tout individu, né à l'étranger d'un père américain qui a habité les Etats-Unis, est américain en vertu de la loi américaine elle-même (Revised Statutes Sec. 1993). Mais M. Bayard ne croit pas que cette qualité d'Américain que la loi lui reconnaît, puisse être valablement opposée à la loi du pays où vous êtes né, si ce pays vous réclame. Pour nous vous êtes incontestablement américain, et si vous habitiez les Etats-Unis vous y auriez tous les droits et privilèges qui appartiennent aux autres citoyens américains; dans tout autre pays que la France vous auriez également qualité pour réclamer la protection du gouvernement américain. Il n'en est pas de même en France, parce que vous y êtes né. Pour les Etats-Unis qui sont régis par les principes du droit commun (common law), les droits du pays, de la naissance, priment tous les autres; c'est la patrie naturelle, celle à laquelle on se doit, dont on ne peut rejeter les charges qu'à de certaines conditions, dont la première est de la quitter. Les Etats-Unis, qui n'admettent point qu'un fils de Français né aux Etats-Unis puisse être réclamé par la France, notamment, sans se mettre en contradiction avec eux-mêmes, réclamer un fils d'Américain né en France.

S'inspirant de ces principes, qui ont reçu la sanction d'un avocat général des Etats-Unis (M. Mc Henry, opinion donnée le 14 février 1869, vol. 13, p. 89), M. Bayard, sans soulever la question de savoir si M. votre père n'avait point perdu sa qualité de citoyen Américain lorsque vous êtes né, ce qui enlèverait à votre réclamation toute base, et considérant seulement votre qualité de mineur, votre naissance à l'étranger et votre domicile permanent dans le pays qui est celui de votre famille, alors surtout que vous n'êtes jamais allé aux Etats-Unis, M. Bayard, dis-je, croit qu'il y a là un ensemble de circonstances qui vous prive du droit de revendiquer, maintenant et en France même, les prérogatives reconnues aux citoyens américains.

En vertu du droit des gens, et cela indépendamment de tout droit local particulier, vous aurez à votre majorité, qualité pour choisir celle des deux nationalités qui vous conviendra. En France vous pourrez faire ce choix librement, puisque la loi française est sur ce point d'accord avec les principes du droit naturel. Mais pour être valable aux yeux du gouvernement des Etats-Unis, ce choix, que vous ne serez apte à faire qu'après septembre 1886, devra être effectif. Une déclaration formelle, solennelle, serait insuffisante; elle n'était point suivie de votre présence même aux Etats-Unis et de votre élection de domicile dans le pays dont vous revendiquez la nationalité. Si vous continuiez à demeurer volontairement en France après l'époque à laquelle la loi française aussi bien que le droit naturel exigent de vous une option, cela pourrait être considéré, à juste titre, comme une renonciation à la qualité d'Américain et une acceptation de la nationalité française.

Telles sont, Monsieur, les considérations qui ont dicté la réponse que le Secrétaire d'Etat du gouvernement des Etats-Unis fait à votre demande et qu'il est de mon devoir de vous communiquer. En réalité, Monsieur, cette Légation ne saurait vous délivrer un passeport que sous réserve des droits que la France peut avoir sur vous.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chargé d'Affaires des Etats-Unis,
HENRY VIGNAUD.

WEST END.—Par malheur, ni la Nouvelle-Orléans ni ses environs n'abondent en promenades, et c'est là une négligence qu'on a souvent et très justement reprochée aux diverses administrations municipales qui se sont succédé ici. A part quelques squares, dont plusieurs ne sont plus accessibles précisément à l'heure où il serait le plus agréable de s'y rendre, on ne trouve aucune promenade. C'est là une des raisons pour lesquelles on apprécie tant celle qui se trouve au West End. Très coquette, très soigneusement entretenue et très bien éclairée, l'avenue qui longe le lac Avenue toute frais ouverte et qui vous permet de jouir du moindre souffle de brise.

Ce seul agrément aurait fait le succès du West End, mais il en offre bien d'autres. C'est un rendez-vous charmant pour les amateurs de pêche, de courses en bateaux; on y trouve des établissements de bains tenus avec le plus grand soin, des *bars*, des cafés, des restaurants, des glaciers de premier ordre; et nulle part, ce ces prix dérisoires qui sont de véritables impositions et font fuir la clientèle.

Ajoutons que fréquemment quelque programme nouveau, attrayant y appelle la foule, et que tous les soirs on y entend gratis un concert instrumental, par des artistes de valeur. Succès, et succès légitime.

MILNEBURG OPERA HOUSE.—Tous les soirs, représentation de la pièce-pantomime HUMPTY DUMPTY; un de ces heureux de la rampe qui n'en finissent pas avec leur rogne.

La troupe qui joue actuellement l'ouvrage, est très goûtée du public; les sujets s'en prodiguent pour bien mériter de celui-ci; la mise en scène indique un régisseur soigneux, capable, et une direction qui ne néglige rien pour le plaisir des yeux. Durant les entractes, concert par un orchestre complet de cuivres et de bois.

Le théâtre de Milneburg se trouve, on le sait, dans le jardin même du Washington Hotel; les spectateurs sont confortablement assis, en plein air.

GRAND PIQUE-NIQUE.—Un comité spécial du Tulane Jr. Benevolent Association est déjà à l'œuvre des préparatifs de la fête que cette belle société se propose de donner le dimanche 5 septembre, aux Fair Grounds, au bénéfice de son fonds de secours. Il y aura pique-nique, soirée dansante et jeux divers. Entr'autres, des courses de chevaux, de voitures, des courses à pied, un tournoi de saut à la corde pour dames, et enfin une partie de *base-ball* entre les deux clubs "L. A. Nine" et "Faranta Nine." On annonce aussi une ascensions en ballon, etc., etc. Prix d'entrée, 25 cents; entrée libre pour les enfants au-dessous de huit ans.

Au Fort Espagnol.

Avant hier, le Washington Artillery et le Louisiana Field Artillery remportaient, à Galveston, le premier et le second prix dans le beau tournoi entre-Etats qui vient d'y avoir lieu. Hier l'Association de l'Armée du Tennessee obtenait un succès aussi, en voyant arriver une foule immense à la seconde journée de son Festival, dont on connaît l'objet si noble, si pieux. Ce sont là conquêtes de la paix. Nous aimons à les constater, à les saluer, même sous le vent de guerre qui souffle actuellement, et qui s'apaisera bientôt, nous en avons la conviction, grâce à la prochaine et pleine reconnaissance du bon droit manifeste des Etats-Unis.

L'Association de l'Armée du Tennessee a le culte de ses morts; c'est afin de mieux pourvoir à leur dernière demeure que chaque année elle adresse un appel au public.

Cette fois, les Gardes Continentaux se sont joints à elle, afin de donner un caractère plus imposant encore à la fête; et grâce à cette double influence, grâce à un programme excellemment entendu, la réussite des deux premières journées a répondu à l'attente de tous.

Hier encore, une partie considérable de la population s'était portée au Fort Espagnol; hier encore toutes les classes de notre société étaient représentées là; et pourtant, si grande que fut l'affluence, la fête avait comme le caractère d'une fête de famille.

Chacun semblait heureux de contribuer à la mission que s'est imposée l'Armée du Tennessee.

Comme samedi, le programme était multiple, compliqué, mais il a été exécuté d'un bout à l'autre de la façon la plus complète, avec l'ordre le plus entier, et un rare ensemble.

Néanmoins la satisfaisante qu'ait été la recette, nous imaginons qu'elle sera dépassée par celle d'après-demain samedi, dernier jour de ce remarquable Festival.

Le public a ses habitudes, sa mode aussi. Or pour les stations du lac, le dernier samedi est, de longue date, le jour le plus couru.

Dans la présente occasion, on obéira plus que jamais à cette habitude, à cette mode. En effet si les spectacles donnés le 7 et le 11 août ont été des plus brillants, celui qui doit fermer le festival annuel, les surpassera tous deux en éclat. Outre les jeux et les représentations, qu'il serait trop long d'énumérer, il y aura, à cette date de la clôture, un épisode plein d'intérêt aussi: le tirage de la loterie. Si vous en avez lu les détails que porte le programme de chaque journée, vous savez qu'elle a une importance véritable. Elle se compose de cinquante lots, actuellement en exhibition aux magasins de M. Werlein et de M. Lintenthal, et dont pas un n'est à dédaigner.

Nous y remarquons un piano droit, des diamants, des saphirs, des rubis, des grenats; épingles, bagues, broches, boucles-d'oreilles, bracelets, boutons; des montres, des pendules, des services en verre de Bohême, en argent, en plaqué; des lampes, des corbeilles à fruits, des aiguières, des garnitures de toilette, des pots réfrigérateurs en argent, en papier mâché; des chatelaines or et argent, des bronzes, des marbres, des timbres. Et remarquez-le, chaque carte d'admission donne droit, dans toutes ses parties, est aussi un billet de loterie, qui vous donne une chance dans ce riche tirage. Et ce billet ne coûte que 50 cents, pour chacunes des journées; le prix de l'excursion compris. Avouez-le, on ne pourrait rencontrer plus aisée et plus agréable la participation à une action méritante.

Allez donc, allez en foule à cette journée, à cette soirée de clôture. Vous aurez là des jeux à la Pinlini et pour tous les âges; des courses en bateaux, à la voile et à la rame; des tirs, un combat naval, un concert, une illumination splendide, un bal et la représentation de l'opéra burlesque *Le Sorcier*, par la troupe d'amateurs que vous connaissez bien et que déjà vous avez maintes fois applaudis.

Que si vous voulez vous rendre un compte plus exact des préparatifs qui se font pour cette clôture, rendez vous ce soir au Fort Espagnol. Là vous trouverez la réunion de renseignements les plus détaillés, et en même temps vous assisterez au concert donné par les artistes que dirige M. Geo. Sontag.

Liste des passagers arrivés à New-York par le "Champagne."

M Aguirre M John Reitini Mlle Best. M Ch Kaufmann M Brunson M A. Bircher. M Breitenstein M Beltenmuth M Conseal Mme Conseal Mlle Cath Canning. M Lacombe Mme Lacombe et 2 enfants M Cassebon Mme Cassebon et 2 enfants Mme Cassebon Mlle Cailler. M Cie Mme Cie Mlle A. Celli. M Cahn Mgr Doria Mlle Marie Dietrich. M. F. Esca Mme Escalante Mlle Eisler Rév. Père Fontaine M Fouseiquet M J Fournemont M Foster. M A Frederic. Rév. Père Grégoire. M J J M Guerra. M Garrison. M Garrison. M Garrison et femme de chambre. Mme J A Grant. Mme veuve Helu. M A B. Hirsh. M L Hirsh. Mme Hirsh. M Jeantet. Mme Jeantet et enfant. M. Ch. Jacques. Mlle Jeannet. M Jullien M. Jacques Mahu Mme Jacques Kahn Mme Marpen et enfant. M. L. Kin Inger. M. Keller. M Krasy. M. Koerner. M. Kliner. Mlle Lima. Mme de Lima et enfant. M. Edi de Lima. M. Ch de ma. Rev. père Leo ste. Rev. père Lounge. Rév. père Léonien Mlle Berthe Leonie. M. Ludwig Lehmaier. M. S. F. Myer. Mme L. A. Myers. Mlle Myers. Mlle Anna Miller. M. E. Messager. Mme ca. Mayer. Mlle Mayer. M. Mayer. Mlle Isabelle Mayer. Mlle Valerie Mayer. Mlle Jeanne Mayer. Mme Marie May. Mlle Sara Mayer. M. Georges Mayer. M Georges. Mlle Elise Pollack. M. L. Pyne. Mme C. S. Porter. Mlle Porter. M. Ch. B. Perkins. M. J. Perkins. Mlle Boisard. M. Restrepo. M Ramirez. M R. Sedano. Mlle Samuel M E J Stark. M George Silva. M M A Stafford M A Stewart. M S. Strauss. M. A. S. Strauss M Isaac Strauss M Estan Strauss M Sadwar M Ch Tetar. Mme Ad. Tresal. M B Tabaudo. M J F Valdemoron. M J F Valdemoron. M L. Wiley. M Beaster. Mme Werninger et deux enfants—Et 179 passagers de 2e classe.

LISTE DES NAVIRES DANS LE PORT.

STEAMERS.

Noms	Destination	Mouillage
Algiers	New York	Algiers
Avrshire	Anvers	rue de Se dist. 2e
Arcadia	Liverpool	1er dist. 2e
City of Merico		
Cydonia	United Kingdom	Gretna
Chalmette	New York	Algiers
Estelas de Antunano	Hamburg	4e dist. 4e
Governor	Liverpool	2e dist. 10
Harlan	Veracruz	Algiers
Lassell	Liverpool	1er dist.
Morgan City	New York	Algiers
Professor Morse		1er dist. 14
Stella	Veracruz	1er dist. 12
Wydale	Continent	Elevator

NAVIRES.

Elise	Brême	1er dist. 27

BARQUES.

Livingston	Liebonne	1er dist. 20
Port Royal	Brême	1er dist. 25

BRICKS.

Union	Mexico	2e dist. 12

GOELETTES.

Henriette Esch		Pic Tier
Trieste		2e dist. 18

Liste des navire partis pour la Nouvelle-Orléans.

NEW-YORK.

Steamship Chalmette. Adams ..... parti 4 sout
Steamship Knickerbocker Kemble ..... parti 7 sout
Steamship El Dorado Hawthorne ..... parti 7 sout

BATH. ME.

Goelette St. Thomas Parsons ..... partie 20 juillet

NEW MEADOWS RIVER. ME.

Navire Scotia, Sprague, en chargement ly sout

LIVERPOOL.

Steamship Historian. Hughes ..... parti 31 juillet
Steamship Governor, Valiant ..... parti 22 juil.
Steamship Inverness Reynolds ..... parti 31 juil.
Steamship Northrift. Woolsten ..... parti 20 juil.

LONDRES.

Steamship York City Rees ..... partie 22 juin

NEWPORT.

Steamship Architect. Jones ..... parti 25 juillet

HAMBOURG.

Goelette Genina. DeFrese ..... partie 27 avril

REVAL.

Navire Riverside. Langdon ..... parti 22 juillet

SIXIÈME DISTRICT.

(Ville de Jefferson.)

Police.

3 Station des chars, Tchoupitoulas, entre l'Avenue de la Louisiane et rue Toledano.
4 Coin des rues Toledano et Magnolia
5 Coin des rues Prytania et Toledano
6 Coin des rues Apollo et Camille.
7 Coin des rues Apollo et Marengo
8 Coin des rues Camp et Foucher.
9 Coin des rues Peniston et Colisée.
12 Coin des rues Magazine et Austerlitz
13 Coin des rues Amelia et Jersey.
14 Coin des rues Constantinople Tchoupitoulas.
15 Coin des rues Marengo et Prytania
16 Marché Jefferson.
17 Coin de l'Avenue Napoléon et de rue Tchoupitoulas.
18 Station des Chars, Avenue Napoléon et rue St-Charles.
19 Coin des rues Colisée et Iona.
21 Coin des rues Tchoupitoulas et Valence.
23 Coin des rues Magazine et Valence
24 Station des Chars, coin des rues Ly et Pitt.
25 Coin des rues Soniat et Magazine.
26 Coin des rues Soniat et Tchoupitoulas.
27 Coin des rues Joseph et Tchoupitoulas.
28 Station des Chars, coin des rues Magazine et Octavie.
31 Coin des rues St-Charles et Dufossat
32 Coin de la rue St-Charles et de l'Avenue Nashville.
34 Rue Laurel, entre la rue Calhoun le Boulevard Park.
35 Coin de l'Avenue Henry Clay et la rue St-Charles.
36 Louisiana Retreat.
41 Coin des rues Broadway et Leveé.
42 Coin des rues St-Charles et Louisiane.
43 Bâtisse de l'Exposition.
45 Bâtisse de l'Exposition.

OFFICIEL.

LOIS

VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE

L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SESSION RÉGULIÈRE DE 1886.

[No 111. LOI

Pour encourager l'élevage des moutons, pour protéger les moutons contre les chiens, pour déclarer délit la possession et l'entretien d'un chien qui tue les moutons, et pour frapper ce délit d'une pénalité; pour autoriser les jurés de police à voter certaines ordonnances, pour déclarer la violation de ces ordonnances délit et pour pourvoir à la punition de ce délit.

CONSIDERANTS.

Attendu que plusieurs parties de cet Etat conviennent à l'élevage des moutons; attendu que cette industrie prospérerait et deviendrait une source de profits considérables sans les ravages causés parmi les troupeaux par les chiens,—

Section 1re—Il est déclaré par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que les jurés de police des différentes paroisses de cet Etat sont autorisés à voter telles ordonnances qu'ils jugeront nécessaires pour encourager l'élevage des moutons, pour protéger les moutons contre la férocité des chiens, et pour imposer telles amendes et pénalités qu'ils considéreront convenables pour mettre en vigueur les dites ordonnances, le montant des dites amendes et pénalités devant être recouvré au moyen des procedures ordinaires devant toute cour de juridiction compétante, au nom du jury de police de la paroisse.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que quiconque violera une ordonnance du jury de police de la cour mentionnée dans la section précédente, commettra un délit, et, s'il est trouvé coupable, sera condamné à une amende de $100 ou plus, ou à un emprisonnement de 30 jours ou plus ou aux deux pénalités, au gré de la Cour. La condamnation de cette amende n'empêchera pas de poursuivre la partie coupable, en vertu de cette section, de même qu'une poursuite en vertu de cette section n'empêchera pas d'intituler un procès à la partie coupable pour recouvrir une amende conformément à la 1re section de cette loi.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que, à la demande de 50 contribuables au moins d'une paroisse quelconque, il sera du devoir du jurés de police de voter les ordonnances autorisées et visées par cette loi. Les jurés de police auront le pouvoir et le devoir d'aviser aux voies et moyens nécessaires pour détruire les chiens entretenus contrairement à leurs ordonnances, et, si cela est jugé utile, dans tout le reste de la paroisse.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Qu'aucun dommage ne sera décrété contre une personne qui aura tué un chien entretenu contrairement aux ordonnances du jury de police, ou qui aura tué un chien qui aura tué ou blessé un mouton ou un agneau. Si cette personne est poursuivie en justice elle aura le droit de plaider en réconvention, quelque soit le domicile du demandeur, et si elle obtient gain de cause le demandeur sera forcé de lui payer dix fois le montant des dommages causés par le chien, au profit du propriétaire des moutons tués ou blessés, et d'acquitter en outre les frais; il paiera aussi un montant raisonnable pour les dépenses encourues, et occasionnées, la perte de temps imposée au défendeur, les honoraires d'avocat, etc., toutes dépenses qui seront comprises dans les frais du procès.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., Que si un chien entretenu contrairement aux ordonnances susmentionnées, autorisées par cette loi, blesse une personne ou un animal appartenant à celle-ci, la personne blessée ou le propriétaire de l'animal atteint, obtiendra du propriétaire ou gardien du dit chien cinq fois le montant des dommages éprouvés, ainsi que les frais, avec un montant raisonnable pour les honoraires d'avocat et les frais nécessaires, le tout devant être perçu comme dépens.

Sec. 6—Il est de plus décrété, etc., Que si un chien tue, blesse ou mord un mouton ou un agneau, le propriétaire de l'animal recouvrera du propriétaire du chien dix fois le montant des dommages éprouvés, ainsi que les frais, avec un montant raisonnable pour les honoraires d'avocat et les frais nécessaires, le tout devant être perçu comme dépens.

Sec. 7—Il est de plus décrété, etc., Que quiconque possédera ou entretiendra sciemment un chien qui aura tué, blessé ou mordu un mouton ou un agneau, commettra un délit, et s'il est reconnu coupable, sera condamné à une amende de $25 au moins ou à un emprisonnement de 30 jours au moins, ou aux deux peines, au gré de la cour. Des remplacements digne de foi fourniss par des tiers, établis sous le sceau du serment, et communiqués au propriétaire ou au gardien du chien, ainsi que de fortes preuves résultant des circonstances, aussi bien que l'expérience personnelle du dit propriétaire, seront considérés comme constituant la "connaissance" dans le sens de cette section. Une poursuite au criminel, en vertu de cette section, n'empêchera pas les poursuites civiles autorisées par cette loi, et ces poursuites civiles ne seront pas un obstacle aux poursuites criminelles.

Sec. 8—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi incompatible avec la présente est et demeure rappelée.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé, ce 8 juillet 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

[No. 112. LOI

Pour amender une loi intitulée "Loi pour charger les juris de police de la direction et du contrôle des levées publiques subsévées; pour leur enjoindre de faire des réglements et de prendre les mesures nécessaires en vue de la protection, de l'entretien et de la réparation des levées publiques; pour pourvoir à la division des paroisses en wards et districts de levée et pour la nomination de surintendants de levées; pour prescrire les devoirs des surintendants de levées; pour prohiber la brèche on coupure des levées publiques pour tout autre objet que leur réparation ou leur construction, ou dans le but d'y placer des dalles à riz et des tuyaux ou conduits pour apporter l'eau aux sucreries; pour prescrire des pénalités pour la violation de cette loi; pour rappeler la loi No 88, approuvée le 10 avril 1880, et la loi No 104, apprové le 5 juillet 1882, ainsi que toutes autres lois incompatibles avec les dispositions de la présente.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section 5 de la loi No. 84, approuvée le 10 juillet 1884, est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: A la paroisse d'Orléans, rive orientale du Mississipi, ne s'appliqueront pas les dispositions de cette loi. Elles ne s'appliqueront pas non plus, en tant qu'il s'agit de dalles à riz, à la paroisse Lafourche et à ces parties de la paroisse Plaquemine, qui sont situées sur la rive droite du Mississipi, audessous de la ligne inférieure de l'habitation "Live Oak Grove", et sur la rive gauche, audessous de la ligne de l'habitation "Bel Air". Le manière de couper les levres pour y introduire des dalles à riz, exécuter le tracé des chemins ou y placer des machines dans la paroisse Lafourche et les parties exemptées de la paroisse Plaquemine, sera déterminée par les jurés de police de ces deux paroisses, lesquels sont revêtus de pleins pouvoirs pour réglementer la coupure des levées, dans le but d'y introduire des dalles à riz, d'y établir des chemins et des machines, dans les bornes prescrites par cette section.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera mise en vigueur dès le 1er septembre 1886.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé, ce 8 juillet 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No 113. LOI

Pour amender une loi intitulée "Loi pour incorporer la ville de la Nlle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires, et pour rappeler toutes les lois incompatible avec ses dispositions," approuvée le 23 juin 1882, et pour pourvoir au pavage et à l'établissement de trottoirs dans la ville de la Nlle-Orléans.

Avis public ayant été donné de la future présentation de cette loi à la Législature, session de 1886, conformément à l'article 48 de la Constitution.

Section 1re.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section 32 de la loi No 20, approvée le 23 juin 1882, intitulée "Loi pour incorporer la ville de la Nlle-Orléans, pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires, et pour rappeler toutes les lois incompatibles avec ses dispositions," est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: Lorsqu'un quart des propriétaires d'immeubles faisant face à une rue non pavée ni garnie de trottoirs, dans la ville de la Nle-Orléans, adressera au Conseil de ville une pétition demandant le pavage et la construction de trottoirs dans ladite rue ou une partie de cette rue, en indiquant la nature du pavage et des trottoirs usedits, le Conseil fera publier cette pétition en anglais dans le journal officiel de la ville, une fois par semaine, pendant quatre semaines, et si, à l'expiration des insertions, une majorité des propriétaires d'immeubles faisant face auxdites rues ou parties de rues, n'objecte pas à ces travaux dans un mémoire adressé au Conseil, celui-ci votera une résolution ordonnant l'établissement du pavage et des trottoirs, conformément à la section 2 de cette loi. Les propriétaires d'immeubles faisant face au pavage paieront les trois quarts des frais, en proportions égales, à tant le pied courant de façade; l'autre quart, ainsi bien que les frais de construction aux carrefours ou intersections, seront à la charge de la ville. Les immeubles appartenant bénéficiés seront frappés, pour les frais, d'un privilége ou d'une hypothèque spéciale primant celle du vendeur. Tous les frais d'établissement de trottoirs seront, à égales proportions, à la charge des propriétaires d'immeubles faisant face auxdits trottoirs. Si les propriétaires intéressés demandent dans leur pétition que les paiements pour frais de pavage et de trottoirs se règle par quotités, on en un, deux et trois versements proportionnels et égaux, le Conseil proposera ces conditions aux soumissionnaires et les insérera dans le contrat qu'il conclura avec eux pour les travaux audits. Ces conditions porteront, par exemple, qu'un tiers des frais sera payé comptant, et le reste à un et deux ans, à 8 pour cent d'intérêt, avec privilége supérieur sur les propriétés, jusqu'à complet paiement du principal et de l'intérêt. Rien dans cette loi n'affectera celle (No 73) approuvée le 30 mars 1876, relative au pavage des terrains nerus ou des rues adjacentes à la levée, ou d'autres parties de cette loi non incompatibles avec la présente.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé ce 8 juillet 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

[No. 114. LOI

Pour autoriser le Conseil à établir un niveau uniforme des trottoirs dans la ville de la Nlle-Orléans, et amender la section 8 de la loi No 20 de 1882 de manière à ce qu'elle soit conforme à la présente loi; pour pourvoir au paiement des travaux à exécuter en sorte mentuant la propriété faisant face aux trottoirs améliorés à une première hypothèque au profit des entrepreneurs; pour prescrire ce qui constituera un avis légal en vertu de la présente loi.

Attendu qu'avis public a été donné pendant trente jours, conformément à l'article 48 de la Constitution: une pétition de cette loi à la Législature, session de 1886; et attendu qu'il a été prouvé à l'Assemblée Générale que les publications susdits ont eu lieu,—

Section 1re.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que le Conseil de la ville de la Nlle-Orléans est autorisé à établir un niveau uniforme pour les trottoirs de la ville de la Nlle-Orléans, et à ordonner que, lesdits trottoirs soient relevés ou abaissés: la section 8 de la loi No 20 de 1882 est amendée de manière à répondre aux exigeances de la présente loi.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toutes les fois que le conseil décidera d'établir un certain niveau pour les trottoirs, dans certaines rues de la ville, le voyer de la ville établira ce niveau et le fera connaître au public, après quoi il sera du devoir du commissaire des travaux publics aux propriétaires intéressés, ou à leurs agents, représentants ou tenanciers, leur signifiant d'avoir à se conformer au niveau convenu dans les jours qui suivront celui de la signification.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que dans le cas où le propriétaire, son agent ou représentant, négligerons ou refuseront de commencer les travaux dans la délai prescrit, le controleur devra, à la requête écrite du commissaire des travaux publics, solliciter des soumissions pour la réparation et le nivellement à nouveau de tous les trottoirs en question, conformément aux avis imprimé affiché à la maison en présence de deux témoins constituera un avis légal et valide, en vertu de cette loi.

Sec. 6.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi incompatible avec la présente est et demeure rappelées.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé ce 8 juillet 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

[No. 115 LOI

Ordonnant le transfert de balances non dépensée, allouées par la loi 46 de 1884, ainsi que leur distribution.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que les balances non dépensées, s'élevant à $3,763, allouée par la loi 46 de 1884, sont et demeurent transférées au fonds général de 1886, 1887 et 1888.

Du Fonds général de 1886, la somme de $1,800, pour fourniture de membres artificiels, non encore sollicités, en vertu de la loi 46 de 1884, et pour réparation de membres artificiels.

Du Fonds général de 1888, la somme de $763, pour fourniture de membres artificiels, non encore sollicités, en vertu de la loi 46 de 1884, et pour réparation de membres artificiels.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que l'allocation précédente pour membres artificiels, non encore demandés, en vertu de la loi 46 de 1884, sera payée conformément aux dispositions et aux règlements de la section 4 de la dite loi. Les réparations seront payées sur l'ordre de l'adjudant-général, lequel servira de certificat à l'auditeur des comptes publics pour le warrant qu'il émettra en faveur de l'adjudicataire du marché contre le Fonds général de l'année où les réparations sont faites. Tous warrants émis en vertu de cette loi seront recevables pour taxes ou licenses dues et payables au Fonds général de l'année où ils ont été émis.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé ce 9 juillet 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 12 août 1886.—Pour la Louisiane et le Texas, beau temps, vents du sud, température stationnaire.

Température du 11 août 1886.

Thermomètre de R. SCHMITZ, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin	78	25 1/2
Midi	91	32 1/2
3 P. M.	90	32
6 P. M.	87	30 1/2

Nlle-Orléans, 11 août 1886, 2 p. m.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes :

Atlanta	87	Nashville, Tenn	84
Augusta, Géo	89	Pittsburg, Pa	90
Savannah, Géo	91	Cairo, Ill	91
Mobile, Ala	85	Davenport, Iowa	—
Montgomery, Ala	91	Dubuque, Iowa	89
Vicksburg, Miss	91	Keokuk, Iowa	95
Galveston, Tex	82	La Crosse, Wis	—
Indianola, Tex	85	St-Louis, Mo	—
Shreveport, La	93	St-Paul, Minn	—
Corsicana, Tex	—	Leavenworth, Kas	90
Chattanooga, Tenn	88	Omaha, Neb	91
Cincinnati, O	89	Yankton, D. T	88
Louisville, Ky	90	Key West, Fla	87
Memphis, Tenn	89	Nlle-Orléans Le	84

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernière 24 heures.

Mariages.

William Rapp à Mlle Clouilde Bineas.
Benjamin Green à Mlle Florentine Joseph.
Alfred Williams à Mlle Henrietta Lee.
Casslus N. Magee à Mlle Ellen Huther.
Bernard Benson à Mlle. Margarett Sinn.

Naissances.

Mme Vincent Schwankhart, un garçon.
Mme James Fitzgerald, une fille.
Mme Jerome Serantine, une fille.
Mme Prosper Lamar, une fille.
Mme James Livermore, un garçon.
Mme John H. Baehr, un garçon.
Mme Theodore Dixon, une fille.

Décès.

Mme Martha Hays, 40 ans, 117 rue St Jacq.
Hiram Bellgrave, — ans, Greenwood. Miss.
Mme Vve Emily Daux, 74 ans, 249 rue Miro, côté Nord.
Maison A. Aleix, 6 mois, rue Kerlerec près Roman.
Mme Vve Ellen Barthe, 57 ans, 18 rue Market.
Rosetta Nicholls, 2 mois, — rue Dryades, près Jule.
Mathilde B. Monnier, 6 mois, 217 rue Bourgogne.
Simon Halmer, 38 ans, 168 rue Claiborne, côté Sud.
Carrie Packer, 2 mois, 227 rue Dryades.
Kitty Stanton, 37 ans, rues Girod et Dryades.
Miss Mary Ryan, 53 ans, 367 rue Lafayette.
Robert Richardson, 5 ans, rues Louisiane et Miro.
Walter Heard, 7 jours, rues Laurel et Auster litz.
Richard Richardson, 6 ans, Lake Shore et Pauper's Cadet.
Wm. G. Cashier, 35 ans, rues Enghien et Roman parts.
Margaret Donohoe, 64 ans, 257 1/2 rue Perdido.
Adam Kimmel, 60 ans, 462 rue Carondelet.

Voyageurs arrivés.

HOTEL VICTOR.

G. A. Nelson, Chicago; Louis Mosby, Virginia; C. Esperan, Lafourche; E. Blanchard, Assomption; K. J. Hancock, Virginie; E. Hatch, Plaquemine; C. Weber, F. J. Kennedy, St Louis.

Ventes inscrites au bureau de l'auctionateur des aliénations :

Mme Aurelia Bird, née Elvire Bird et Mlle Augustine Bird au People's Homestead Association, un terrain dans le 1er district, dans l'îlet borné par les rues Claiborne, Derbigny, Canal et Gasquet $1,600

Thomas Elder, agent, à Walter Lyle Saxon, dix terrains dans le 6me district, dans l'îlet borné par les rues Magasins, Market, Chestnut et Walnut $700

Le même à Charles Irwin Dunn, un îlet de terre borné par les rues Market, Elizabeth, Walnut et Chesnut; 2, un îlet de terre borné par les rues Market, Elizabeth, Pine et Lower Line; 3, un îlet de terre borné par les rues Elizabeth, Ferdinand, Pine et Lower Line;